

Servir

Les enfants soldats

L'éducation au service de la protection des enfants



Dans ce numéro: *Éducation, Aceh, Namibie,
Grands Lacs, Libéria.*



Offrir des alternatives aux enfants

Lluís Magriñà SJ

En 2005, le JRS commémorera le 25^e anniversaire de son engagement au service des réfugiés. Un service qui se décline en 3 verbes: accompagner, servir et défendre. Au cours de ces années, les personnes avec qui nous avons travaillé ont changé au même titre que les raisons pour lesquelles ils ont besoin de protection. Les avancées technologiques en matière d'armement et la prolifération des armes légères ont contribué à augmenter l'utilisation des enfants soldats. Les armes automatiques légères sont d'utilisation très simple, souvent d'accès facile, et peuvent être maniées aussi bien par des adultes que par des enfants.

Le JRS travaille avec les enfants soldats car les enfants réfugiés et les enfants déplacés sont parmi les plus vulnérables au recrutement par les forces et les groupes armés. Très souvent coupés de leurs familles ils n'ont aucun autre moyen d'assurer leur subsistance. Mais d'un autre côté, nombreux sont ceux qui deviennent déplacés pendant qu'ils sont soldats, et nombreux sont ceux qui deviennent réfugiés suite à leur recrutement dans les forces ou dans les groupes armés. Lorsqu'ils arrivent à s'échapper ou lorsqu'ils sont démobilisés, la plupart d'entre eux sont incapables de rentrer dans leurs familles.

En 1998, le JRS a contribué à la création de la Coalition pour l'Arrêt de l'Utilisation des Enfants Soldats (CSC). Le 17 novembre, la CSC a publié son second Rapport Global sur les enfants soldats (www.child-soldiers.org). Ce rapport décrit le recrutement et l'utilisation des enfants soldats par les armées gouvernementales, les groupes paramilitaires et les groupes armés d'opposition dans chacun des pays du monde. Il fournit également des informations sur la démobilisation et la réintégration des enfants soldats dans la société civile.



De nouvelles recrues de l'armée de l'État Shan, Myanmar

Aux divers points du globe où il se trouve, le JRS dirige des projets spécifiques destinés à empêcher le recrutement militaire des enfants, en particulier en Colombie et dans les pays avoisinants. Ces projets ont pour objet la promotion des droits humains et de l'éducation à la paix auprès des jeunes. Une place dans une école représente le meilleur moyen d'empêcher un enfant d'être recruté par les militaires. Le JRS gère de nombreux programmes éducatifs, très souvent dans des zones de combat, et ce faisant il contribue à protéger les enfants. A travers les programmes générateurs de revenus et de formation professionnelle, le JRS donne aux jeunes les moyens de subvenir à leurs besoins et donc d'échapper au recrutement par les militaires. D'autre part, les programmes éducatifs et pastoraux du JRS touchent d'anciens enfants soldats et les aident à se réintégrer dans la société. Dans certains pays comme le Burundi et l'Indonésie, les bureaux du JRS ont participé aux Campagnes nationales contre l'utilisation des enfants soldats, et ont travaillé au développement de Coalitions locales contre l'utilisation des enfants soldats, ce qui leur permet de faire remonter des informations du terrain jusqu'au CSC.

Ce numéro de *Servir* a mis l'accent sur les groupes particulièrement vulnérables, les enfants, l'utilisation croissante des enfants dans la guerre, que ce soit comme combattants de première ligne, comme messagers ou comme sentinelles, comme porteurs, serviteurs, cuisiniers, et esclaves sexuelles. Ce numéro met également l'accent sur les enfants pris dans les conflits en Angola, au Burundi, en République Démocratique du Congo, en Indonésie et au Libéria. Il souligne la place prépondérante de l'éducation, tant pour réintégrer d'anciens enfants soldats que pour empêcher que d'autres ne prennent le même chemin.



Lluís Magriñà SJ,
directeur
international du JRS



L'Éducation: un instrument de protection, un instrument de transformation

Roxanne Schares SSND

En dépit des nombreux traités internationaux et des engagements pris par les gouvernements locaux en faveur du droit à l'éducation et de la reconnaissance de l'importance de l'éducation universelle des enfants, plus de 121 millions d'enfants de par le monde, en majorité des filles, ne peuvent pas aller à l'école, très souvent à cause des conflits qui ravagent leurs régions. En plus d'être victimes, les enfants sont devenus acteurs des conflits. Plus de 300.000 enfants, dont certains n'ont que 10 ans, voire moins, combattent dans une trentaine de pays de par le monde, surtout en Afrique et en Asie. Human Rights Watch a déclaré, suite à une étude, que presque un tiers des enfants soldats combattant au Salvador, en Éthiopie et en Ouganda, étaient des filles. Les enfants ne sont pas utilisés que comme soldats, mais ils servent d'espions, de messagers, d'esclaves sexuelles, ils posent des mines et ils participent au déminage, et ils servent même de détecteurs humains.

L'effondrement de la société favorise le recrutement forcé. D'autres enfants rejoignent les groupes armés en échange de la promesse de recevoir nourriture, sécurité et, même, éducation. Dans certains cas, les enfants deviennent des victimes; dans d'autres cas, ils sont pris dans des guerres au cours desquelles les agresseurs n'ont qu'une idée: handicaper, blesser ou détruire moralement les enfants des groupes ennemis.

Les enfants sont particulièrement vulnérables au recrutement. Torturés eux-mêmes, entraînés à commettre des atrocités contre les autres, ils sont traumatisés et n'ont plus aucune confiance dans leurs communautés, ce qui les empêche de rentrer chez eux. Ils sont souvent traités brutalement et certains sont tués durant leur formation.

Même si des jours meilleurs semblent encore loin, l'éducation représente un instrument de protection. Elle permet d'atténuer l'impact psychologique du traumatisme et du déplacement et de fournir aux élèves et aux familles la possibilité de commencer un processus de guérison. La routine de l'école rétablit un sens de la normalité et de la sécurité qui est nécessaire au bien-être de l'enfant et de l'adulte. Les ex-enfants soldats qui, généralement, ont besoin de soins spéciaux, de réhabilitation et de programmes éducatifs, peuvent ainsi être guéris et renvoyés dans leurs familles et dans leurs communautés.

La fréquentation de l'école ou d'autres centres d'éducation alternatifs permet aux professionnels d'identifier et d'aider les enfants présentant des troubles sévères. L'éducation représente également une alternative pour les enfants qui pourraient être vulnérables au recrutement, à des mariages précoces, à la prostitution, et à des activités criminelles.

Là où l'éducation donne du poids, promeut les valeurs humaines, met l'accent sur le développement total de la personne, elle peut sensibiliser les enfants au vaste monde et aux droits humains. Et ceci ne passe pas seulement par "l'apprentissage du savoir" ou par les informations sur tel ou tel sujet, mais il s'agit également "d'apprendre à faire" avec les connaissances nécessaires, "d'apprendre à être" à partir d'un ensemble de valeurs de base, et "d'apprendre à vivre et à travailler avec les autres" pour envisager et créer un futur marqué du sceau de l'espoir.



Roxanne Schares SSND, personne ressource pour l'éducation en Afrique au sein du JRS



Angola

Les enfants pris dans le c

Ingvild Solvang

Aceh, la plus occidentale des régions de l'Indonésie, est une province riche. Le conflit qui, depuis des décades, oppose les autorités indonésiennes aux rebelles du mouvement séparatiste du GAM, a fait des milliers de victimes et durement

Un dernier rapport publié conjointement par le gouvernement indonésien et l'Organisation Internationale des Migrations précise que les déplacements de population et l'absence de sécurité dans la région ont aggravé la situation des enfants. Plus de 600 écoles ont été incendiées au cours de la période régie par la Loi Martiale. Et enfin, les médias ont souvent démontré que des enfants étaient directement impliqués dans les conflits armés, ce qui est en contradiction avec la loi indonésienne et avec la loi internationale.

Le Rapport Global de 2001 sur les Enfants Soldats précisait que des enfants de 16 et 17 ans sont impliqués dans des actions menées par le GAM. L'analyse des articles publiés par la presse pendant la période régie par la Loi Martiale montre que cette pratique perdure. Des enfants auraient ainsi été recrutés, et dans de nombreux cas forcés à participer à des actions violentes et dangereuses telles qu'incendier des écoles, espionner, porter des instruments de communication ou travailler comme informateurs. Par contre, le nombre de rapports traitant de l'enrôlement des enfants dans les forces gouvernementales indonésiennes (TNI) est moins important. L'âge minimum de recrutement – 18 ans – est conforme aux provisions du Protocole Additionnel des Nations Unies relatif à l'utilisation des enfants soldats dans les conflits armés. Un texte que le gouvernement indonésien a signé mais pas ratifié. Les enfants ne sont pas recrutés officiellement, même s'il y a eu des articles sur des enfants faisant des courses, gardant et travaillant comme informateurs pour les TNI. D'autre part, certains rapports font état d'enfants impliqués dans des groupes de civils engagés dans la lutte contre les séparatistes et dans l'éradication des membres du GAM des communautés locales. Ces activités exposent les enfants à des représailles par les deux parties. Pendant la période régie par la Loi Martiale, des articles de journaux ont parlé des enfants détenus sous prétexte qu'ils auraient soutenu le GAM, tandis qu'en mai 2003, des enfants de 11 ans ont été tués au cours d'un accrochage avec les forces du TNI.



Aceh

Des enfants dans un camp pour personnes déplacées, Aceh. Sur l'écrêteau on peut lire: "Rejoindre le GAM, c'est rejoindre la misère. Rejoindre l'Indonésie, c'est rejoindre la prospérité".

touché la population locale. En mai 2003, en instaurant la Loi Martiale, le gouvernement indonésien a lancé une opération à la fois militaire et humanitaire destinée à gagner le soutien des habitants d'Aceh et à restaurer la sécurité, la loi et l'ordre. Le conflit s'est intensifié. Bien que la Loi Martiale ait pris fin en mai 2004, les opérations militaires contre les rebelles continuent, prolongeant de ce fait le risque de toucher des civils. Bien que les organisations humanitaires et les médias ne puissent pas accéder à la région comme ils le souhaiteraient, les articles des médias donnent une assez bonne idée de la situation des enfants pris en sandwich entre les deux parties en conflit.



onflit d'Aceh

Un commandant des forces militaires indonésiennes a déclaré dans une interview accordée à un journal local (le Serambi Indonésie, du 4 août 2003) que le GAM recrutait des enfants sans aucune qualification. Selon d'autres sources, les enfants qui ont vu des membres de leurs villages être victimes des autorités sous le dictateur Suharto sont plus enclins à rejoindre les rangs du GAM pour se venger et sont plus perméables à l'idéologie séparatiste. Des enfants vivant dans des places fortes du GAM à Aceh ont déclaré avoir été amenés à travailler pour le GAM contre leur volonté. Les responsables du GAM exilés en Suède se sont élevés contre ces accusations et ont demandé une enquête indépendante. Quelle que soit la raison pour laquelle ils ont rejoint tel ou tel groupe, ces enfants ne sont protégés ni contre la violence ni contre le danger.

La militarisation de la vie quotidienne où la violence est tellement fréquente qu'elle en devient normale, favorise l'implication. C'est également vrai pour les enfants. Quarante mille militaires et 12.000 policiers ont été envoyés à Aceh pendant la période régie par la Loi Martiale. Des véhicules militaires lourdement équipés patrouillaient dans les rues. De plus, le GAM a toujours été très présent dans certaines parties de la région. Les enfants qui vivent dans les régions déchirées par les conflits paient le prix des agissements des adultes. Cette situation a quelque chose de foncièrement injuste. Un sentiment encore exacerbé par la prise de conscience que les enfants sont particulièrement vulnérables aux actes de violence et aux dommages tant émotionnels que physique qu'ils provoquent. Cette prise de conscience a inspiré la création d'instruments juridiques pour la protection des enfants tels que la Convention des Droits de l'Enfant et les protocoles additionnels sur les enfants soldats. Encore faut-il, et c'est un autre combat, que ces outils soient utilisés, non seulement par la ratification des traités, mais surtout à travers des actions concrètes menées tant par le gouvernement que par les acteurs indépendants. Il est du devoir de chacune des



Un garçon dans un camp pour personnes déplacées à Aceh

parties en présence de se soucier d'abord des intérêts des enfants et des civils et de mettre fin à la violence et aux hostilités.

À Aceh, l'information systématique sur l'implication des enfants dans la guerre est des plus limitée. Or, seules des informations précises permettent de répondre aux besoins des enfants pris dans des conflits. En collaboration avec d'autres organisations de la communauté humanitaire à l'œuvre en Indonésie, le JRS continue de faire pression sur le gouvernement indonésien pour que les organisations humanitaires aient accès à la région. Les réseaux indonésiens engagés dans l'arrêt de l'implication des enfants dans les conflits armés ont demandé instamment au gouvernement indonésien de ratifier le protocole optionnel sur les enfants soldats. L'instauration d'une paix durable à Aceh passe par la protection des enfants, et en particulier par l'éducation et la reconstruction des communautés.



Ingvild Solvang, responsable de l'advocacy, JRS Indonésie

Un camp pour personnes déplacées, à Aceh



Le temps perdu... "hier n'é

Francesca Campolongo

C'est le début de l'été en Namibie. Dans quelques semaines, 180 élèves passeront leurs examens de 10^e. Les élèves de l'école secondaire du camp de réfugiés d'Osire oscillent entre espoir et peur. Mais ils sont également tout excités à l'idée d'être les premiers élèves réfugiés à passer leurs examens dans une école qui, il y a encore trois années, paraissait un rêve impossible à réaliser.



L'école secondaire du camp d'Osire où des ex-enfants soldats étudient

C'est une école qui, sur un bon nombre de plans, ressemble à n'importe quelle autre école. Des enseignants attentifs, un principal et un principal adjoint très stricts, des surveillants toujours présents, des élèves se promenant dans la cour de récréation dans leurs beaux uniformes rouges ou turquoise, le photocopieur qui tombe en panne au beau milieu de la période des examens, les équipes de foot qui gagnent toutes les compétitions. Un rapide coup d'œil à la photo de classe pourrait laisser à penser que cette école est semblable à toutes les autres écoles.

Mais l'historique de cette école n'a rien de normal. D'après le rapport présenté par un enseignant, quelque 84 enfants de l'école secondaire ont été des enfants soldats dans le sud de l'Ouganda (garçons et filles confondus). Et on a tout lieu de penser que le chiffre réel pourrait être encore plus élevé. La plupart de ces jeunes sont en 10^e. Lorsque nous avons demandé au principal ad-

joint si ces jeunes étaient de bons élèves, il a répondu: "Certainement, sinon ils seraient en train de redoubler leur 9^e".

La plupart des élèves originaires d'Angola ont fui le pays tout seuls; certains d'entre eux ont de la famille en Angola, mais la plupart des enfants soldats ont perdu tout contact avec leurs parents. L'école est un puissant instrument pour reconstruire la normalité. Des règles à respecter, des ordres à accomplir, des tâches à remplir, des responsabilités et des récompenses... autant d'éléments sur la longue route qui permet de regagner le temps perdu à combattre.

"Du temps perdu". C'est ainsi que la plupart des élèves qui ont écrit leur histoire, ont qualifié les années passées à se battre, à travailler comme soldats, à transporter des paquets pour les adultes ou à passer d'un lieu à un autre.

Nous avons essayé de leur parler. Nous nous sommes assis avec un groupe d'élèves composé de deux filles et de trois garçons. Après avoir bavardé, nous avons essayé de les faire parler sur leur passé. Leur réaction nous a surpris. Probablement poussés par la peur d'être punis, ils ont nié avoir été des enfants soldats. Ils se sont inventés des histoires très précises quant à leur enfance, aux lieux où ils avaient vécu, et aux écoles qu'ils avaient fréquentées. Aucune de ces histoires ne correspondait, bien entendu, aux informations en notre possession. Alors, avec le personnel de l'école nous avons décidé de procéder différemment. Un professeur leur a demandé d'écrire leur histoire et la vérité est enfin apparue.

"Après ma formation, j'ai été forcée de me battre contre mes frères. On nous avait dit que le but de ces combats était de pousser les troupes cubaines hors de notre pays"... "J'éprouve parfois de la frustration lorsque je pense au temps que j'ai perdu pendant cette terrible période"... "Parfois je m'inquiète lorsque je pense que je pourrais être amené à me battre de nouveau"... "Je suis

st plus, vivons aujourd'hui"

heureux parce que hier n'est plus et qu'aujourd'hui est un autre jour".

Dans ces citations d'anciens enfants soldats se mêlent souvenirs, espoirs, enfances brisées, volonté et détermination. Chaque histoire se termine sur l'espoir de pouvoir continuer à étudier. Au fil du temps, cet espoir remplace peu à peu la peur du passé, redonnant aux élèves le sens de la normalité. L'éducation leur donne l'espoir d'un avenir.



Francesca Campolongo,
JRS Namibie



L'école secondaire
du camp d'Osire

Le club pour les filles et les garçons à Osire

Avec le soutien du personnel du JRS, 25 femmes réfugiées âgées de 18 à 60 ans ont mené une étude dans le camp au cours des vacances de décembre 2002. Le but de cette étude: évaluer les besoins des filles du camp, en mettant l'accent sur les mineurs marginalisés. Il fut décidé qu'il y avait urgence à aider les jeunes, en particulier les filles, à rester à l'école pour y compléter leur éducation, et à amener celles qui ne fréquentaient pas l'école à venir afin qu'elles puissent être aidées à faire des choix porteurs de vie. C'est ainsi qu'est née l'idée de créer un club pour les filles à Osire. Huit cents filles ont participé à la première rencontre du club. Le club pour les garçons est né dans la foulée du club pour les filles.

Les enseignants hommes des deux écoles – primaire et secondaire – ont décidé qu'il

fallait éduquer les garçons à une conduite non-violente et au respect des femmes. Ils ont mis l'accent sur le fait qu'en sensibilisant les garçons à des sujets tels que les grossesses précoces, les maladies sexuellement transmissibles, la résolution des conflits, etc., le programme permettrait de changer l'atmosphère du camp.

Dix responsables masculins ayant été identifiés, les activités du club de garçons ont démarré en novembre 2003 avec un atelier sur "La violence et les autres formes d'abus perpétrés à l'encontre des femmes et des enfants". Les responsables et des éducateurs ont offert des conseils et organisé des activités autour des choix porteurs de vie, la résolution des conflits, les conduites non-violentes, etc. Quelque 2.700 enfants et jeunes – de 10 à 20 ans – participent aux activités des Clubs.



Les activités périscolaires dans le camp d'Osire sont destinées à soutenir des jeunes qui poursuivent leurs études et à enseigner des alternatives à la violence comme moyens de résoudre les problèmes



Burundi

Enfants soldats: La paix réside dans le plaidoyer en faveur de leur futur

Louis Falcy

K*adogos*, au Congo, *Doriya* “gardiens de la paix” ou *abajene* au Burundi. Le vocabulaire de la région des Grands Lacs ne manque pas de mots pour parler des enfants soldats. Les années de conflits civils et interreligieux ont fait de cette région l’un des points les plus chauds de la planète pour l’utilisation des enfants soldats.

Suite aux différents accords de paix signés en 2002, le Burundi et la République Démocratique du Congo (RDC) ont commencé presque en même temps le processus de démobilisation des enfants soldats. Le processus de démobilisation a été extrêmement long et pour certains il constitue un écran de fumée. Les enfants demeurant souvent otages des groupes armés de la région. Parce qu’ils sont faciles à recruter et à mobiliser, les leaders de la région considèrent ces enfants comme une assurance sur l’avenir. Plusieurs facteurs expliquent le recours massif à leurs services: le déséquilibre démographique des pays de la région des

Grands Lacs où la population est très jeune; la facilité avec laquelle les enfants sont manipulables; leur peu d’exigences financières.

Face à cette réalité, le JRS a commencé à plaider la cause des enfants soldats en 2003. Le JRS a identifié deux objectifs. Dans la partie orientale du Congo (RDC), en particulier au Sud Kivu, le JRS a décidé de soutenir les efforts de la société civile en matière de démobilisation des enfants soldats. Tandis qu’au Burundi, le JRS a choisi de s’investir dans la lutte contre l’impunité. Le JRS Burundi milite pour la ratification et la mise en œuvre des lois internationales, en particulier le Protocole Additionnel à la Convention Internationale des Droits de l’Enfant relatif à l’Implication des Enfants dans les Conflits Armés établi par les Nations Unies en l’an 2000.

Au Sud Kivu, les troupes armées ne manquent pas, mais toutes font usage, à grande échelle, d’enfants soldats. La province étant monta-

gneuse et donc difficile d'accès, il est difficile d'évaluer le nombre d'enfants soldats. La situation géographique représente un obstacle à l'arrêt de l'utilisation des enfants soldats. Ces enfants alimentent la guerre dans cette région. Ce sont les enfants, les *Kadogos*, qui, en 1996, ont porté Laurent Désiré Kabila au pouvoir en RDC et jusqu'à présent ils constituent le nerf de la guerre.

C'est dans ce contexte qu'ont été identifiés deux cibles principales d'advocacy: les groupes armés et la communauté internationale. Le JRS a cherché auprès de cette dernière une aide financière pour soutenir les initiatives locales, pour payer les études permettant d'évaluer les problèmes et d'identifier les moyens d'en sortir, et pour porter ces questions sur la scène internationale. Le JRS a soutenu un certain nombre d'ONG congolaises du Sud Kivu. Seuls des acteurs locaux peuvent parfois entrer en contact avec les groupes armés. Ce sont ces organisations qui ont défendu le processus de démobilisation des enfants devant les seigneurs de la guerre. Les informations qu'elles collectent servent à attirer l'attention de la communauté internationale. Le processus de paix en cours représente une chance unique de convaincre les groupes armés de libérer les enfants. En dépit des retours en arrière, certains groupes armés ont, à l'occasion, accepté de libérer certains enfants.

Le JRS a financé la production d'un film sur les enfants soldats du Sud Kivu. Le but était double: témoigner de la souffrance des enfants congolais et promouvoir le processus de démobilisation. Le film produit en 2003 a été tourné dans un camp de réfugiés de Mai-Mai. Les images d'enfants – parfois très jeunes – se présentant fièrement devant les caméras comme soldats, sont très expressives. Ce film traduit la dévastation et comment des enfants manipulés dans le cadre de luttes politiques aveugles, peuvent ruiner l'avenir de leur pays.

Au Burundi, la stratégie du JRS en matière d'advocacy a pris en compte l'avancement du processus de démobilisation – bien plus avancé qu'en RDC –, ainsi que le contexte institutionnel différent. Le JRS Burundi a largement contribué à la création d'une Coalition locale pour l'Arrêt de l'Utilisation des Enfants Soldats (BCSC). Née en avril 2004, cette Coalition a réussi à fédérer une douzaine d'associations nationales et internationales.

Le JRS Burundi a décidé de créer une Coalition afin d'aider les acteurs concernés de la société civile burundaise à travailler ces questions et à mener des actions d'advocacy. La BCSC évalue et condamne publiquement les abus lorsque les circonstances le permettent. La BCSC a également participé à l'élaboration du Rapport Global sur les Enfants Soldats de 2004. Ce Rapport publié par la Coalition Internationale servira de base de données pour le travail d'advocacy international sur l'utilisation des enfants soldats. De plus, la Coalition assure dans la discrétion le travail de lobbying destiné à promouvoir les droits de ce groupe de jeunes. Le Burundi n'a ratifié aucun des principaux traités internationaux ou régionaux traitant des droits des enfants. En tant que membre de la Coalition, le JRS Burundi soutient les efforts d'advocacy visant à persuader le gouvernement burundais de ratifier ces conventions et de les intégrer à la législation nationale. Le JRS considère en effet que ces instruments s'avèreront durables et efficaces pour la protection des enfants et pour empêcher leur utilisation comme enfants soldats.



Louis Falcy, ancien responsable de l'advocacy, JRS Grands Lacs

Le camp de Byumba au Rwanda



Fusils et enfance perdue

C. Amalraj SJ

Le Libéria est désormais connu pour la guerre chronique qui l'a déchiré pendant de longues années. Petit pays riche en ressources naturelles, cette nation d'Afrique de l'Ouest est entrée dans la guerre chronique en 1990. Des milices, des seigneurs de la guerre, et divers groupes armés ont, à l'envie, pillé, violé et brutalisé les habitants du pays. Les gouvernements successifs ont tué les propres citoyens de l'État et provoqué le déplacement de milliers d'autres. La liste des victimes donne froid dans le dos: 200.000 personnes tuées sur trois millions d'habitants, 750.000 personnes déplacées, et 73.000 combattants répartis dans divers groupes armés.

enfants ont été enlevés, arrachés à leurs parents, brutalisés au-delà de tout ce que l'on peut imaginer. Les seigneurs de la guerre avaient besoin d'enfants. Ces derniers obéissent promptement, n'ont aucun bagage idéologique et peuvent être exécutés facilement. Une fois drogués, ils peuvent commettre des atrocités que des adultes hésiteraient à commettre. Et, en plus, aucun enfant ne représente une sérieuse menace pour un quelconque seigneur de la guerre. Dans le riche Libéria, les seigneurs de la guerre recherchaient des diamants et le pouvoir. Ils avaient besoin d'enfants qui ne réclameraient jamais leur part de ces richesses.

C'est ainsi que les enfants libériens ont perdu leur innocence. Les rebelles ont enlevé de nombreux enfants, comme par exemple Genie Brown dans le nord du pays. Petits, les enfants transportent la nourriture pour leurs camarades. Une fois grands, ils se retrouvent avec un fusil sur l'épaule et ils apprennent le pouvoir des armes. La plupart des enfants étaient drogués. Un enfant qui a besoin de drogue et de nourriture est prêt à piller et à voler. Lorsqu'il avance dans l'âge adulte, il pourra toujours enlever une fille dans un village et en faire son esclave, c'est à dire un être sans droits. Les camps du Libéria sont pleins de mères adolescentes, dont certaines ont tout juste 13 ans, et qui ont été victimes des milices.

Le JRS offre un espoir aux enfants poussés de force dans la guerre. Dans les camps de Salala et de Monserrado, des centaines d'enfants enlevés par diverses milices reviennent, certains sous leur vrai nom, d'autres, incognito. Dans les sept écoles qui accueillent 15.000 enfants, les ex-enfants soldats réapprennent à vivre normalement. Certains de ces jeunes sont reconnus par leurs enseignants, dont certains ont été brutalisés par les milices. Un enseignant a formellement identifié un enfant qui l'avait torturé et qui aujourd'hui est sagement assis dans sa classe. Mais ni l'enfant ni l'enseignant ne veulent faire revivre ce passé douloureux.

Plus directement, le JRS essaie de donner une formation aux ex-enfants soldats. Deux d'entre eux, Flomoa et Moses, vivent dans le camp



Libéria

Le pillage était la norme. Les milices ont tout pillé. Lorsque les milices entraient dans un village, elles pillaient les vêtements des habitants, volaient les sandales des enfants et enlevaient des fillettes pour leur servir d'esclaves sexuelles. Les plus cruels se sont avérés les leaders des milices. Celui qui pillait le plus était tenu en haute estime par ses guerriers drogués et en guenilles.

Mais le pillage le plus terrible fut sans aucun doute celui de l'enfance. C'est un véritable cancer pour la société libérienne. La plupart des



Libéria

de Salala. Flomoa est le type même de l'enfant libérien qui a grandi pendant la guerre, et à qui la terrible formation donnée par les milices a fait perdre son humanité. Aujourd'hui, il est revenu. Au cours d'un long entretien avec un écrivain, il a accepté d'expliquer comment son enfance lui avait été volée, et comment il avait été transformé en brute épaisse. Après avoir été capturé par les anciennes milices gouvernementales, il a été privé de nourriture pendant deux jours pour le forcer à porter un fusil. Les miliciens ont emmené Flomoa et d'autres enfants sur la ligne de front. Un grand nombre d'entr'eux y ont péri. D'autres ont dû espionner les lignes ennemies, représentant des cibles parfaites pour d'autres miliciens. Flomoa n'a jamais été autorisé à revoir ses parents. Il a plusieurs fois, mais sans succès, tenté de s'échapper.

La situation de Moses est terrible. Il était originaire d'une tribu pour qui la famille représentait la valeur suprême. A l'âge de 14 ans, il s'occupait de sa grand-mère qui était vieille et malade. Lorsqu'il a été capturé par les miliciens il a été obligé d'abandonner sa grand-mère. Il se rappelait l'avoir abandonnée au bord de la rivière. L'idée d'avoir abandonné sa grand-mère pesait lourdement sur les épaules de Moses. Il combattait pour une milice qu'il qualifie "d'inhumaine". Il est arrivé au camp l'an dernier au même moment que les forces de maintien de la paix des Nations Unies. Il décida alors de suivre une formation de charpentier proposée par le JRS dans le camp. Lorsqu'on lui a demandé pourquoi, il a répondu que "le JRS ne lui posait pas de questions sur son passé". Aujourd'hui il est charpentier, il

est reconnaissant pour l'opportunité qui lui a été donnée, et il regarde avec confiance vers l'avenir. Lorsqu'on lui parle de rentrer au pays, il répond: "le JRS doit venir avec nous lorsque nous rentrerons dans le comté de Lofa".

Pour une génération mutilée par la violence et jetée en pâture à la guerre, l'espoir fluctue au rythme de la paix dans ce pays blessé. Le JRS accompagne les déplacés, en particulier les enfants, sur leur long chemin d'espérance. Dans les camps, le JRS gère différents programmes: éducation, formation professionnelle, revenus. Autant d'activités aptes à faire naître l'espoir. Nos écoles et nos centres de formation sont des lieux thérapeutiques où les gens peuvent venir raconter leur histoire et se lier d'amitié avec d'autres jeunes qui ont connu le même enfer.

C. Amalraj SJ,
directeur du JRS Libéria



L'école
de Jah
Tondo
accueil
des
enfants
déplacés;
Monrovia,
Libéria



Comment aider une personne

La mission du JRS est d'accompagner, de servir et de défendre les droits des réfugiés et des personnes déplacées de force, et plus particulièrement celles qui sont oubliées et qui n'attirent pas l'attention internationale.

Nous agissons par le biais de nos projets qui se trouvent dans plus de 50 pays et qui se concentrent sur l'éducation, la santé, le travail pastoral, les formations, les activités qui génèrent des revenus et d'autres services qui sont offerts aux réfugiés.

Le JRS s'appuie principalement sur les dons de particuliers ainsi que sur le soutien financier d'agences de développement et d'agences dépendant de l'Église.

Voici quelques exemples d'utilisation des fonds:

- Éduquer un enfant réfugié pendant un an au Tamil Nadu, Inde
\$10 USA

- Payer un mois de salaire pour un enseignant dans une école primaire au Libéria
\$20 USA

- Procurer une caisse d'outils de menuiserie à un réfugié du Libéria participant à une formation professionnelle
\$36 USA

- Payer une bourse qui permettra à un enfant déplacé de fréquenter l'école pendant une année à Ambon, Indonésie
\$80 USA

- Assister une victime d'un accident de mines en participant au programme générateur de revenus en Angola
\$105 USA

- Aider un enfant ayant survécu à un accident de mines en Bosnie et Herzégovine, en lui fournissant un soutien multiple pendant un an
\$400 USA

Servir est publié trois fois par an – juin, septembre et décembre par le Jesuit Refugee Service, institué par le père Pedro Arrupe SJ en 1980.

Le JRS, une organisation catholique internationale, accompagne, sert et plaide la cause des réfugiés et des déplacés.

Editeur: Lluís Magriñà SJ
Rédacteur: James Stapleton
Production: Stefano Maero

Servir est disponible gratuitement en français, en anglais, en espagnol et en italien.

email: servir@jrs.net
adresse: Jesuit Refugee Service
C.P. 6139
00195 Roma Prati
ITALIE
tél: +39 06 6897 7386
fax: +39 06 6880 6418

Dispatches est une publication bimensuelle envoyée par email, contenant des nouvelles du JRS, des réflexions spirituelles, des informations sur le recrutement; elle est disponible gratuitement en français, en anglais, en espagnol et en italien.

Pour s'abonner à **Dispatches**:
<http://www.jrs.net/lists/manage.php>

Photo de couverture:
Nairobi, Kenya.
Photo de Don Doll SJ/JRS.

Crédits photos:
Images Asia (page 2 en haut);
Paolo Cereda/JRS (page 3);
Sudrajanta (pages 4, 5); Francesca Campolongo/JRS (pages 6, 7); Mark Raper SJ/JRS (pages 8, 9, 10, 12);
Jenny Cafiso/JRS (page 11 en haut);
Ken Gavin SJ/JRS (page 11 en bas).

SOUTENEZ NOTRE TRAVAIL AUPRÈS DES RÉFUGIÉS

Ce sont vos dons qui nous permettent de soutenir les réfugiés et les demandeurs d'asile dans plus de cinquante pays. Si vous souhaitez faire un don, merci de bien vouloir remplir le coupon ci-joint et de l'envoyer au Bureau International du JRS. (Chèques au nom du Jesuit Refugee Service)

Je désire soutenir le travail du JRS

Don ci-joint de

Chèque ci-joint

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Code Postal: _____

Pays: _____

Téléphone: _____ Fax: _____

Email: _____

Pour les transferts bancaires à l'ordre du JRS

Banque: Banca Popolare di Sondrio, Roma (Italie), Ag. 12
ABI: 05696 – CAB: 03212 – SWIFT: POSOIT22

Intitulé du compte: JRS

Numéro du compte:

- pour les Euros: 3410/05
IBAN: IT86 Y056 9603 2120 0000 3410 X05
- pour les dollars américains: VAR 3410/05
IBAN: IT97 O056 9603 212V ARUS 0003 410


www.jrs.net